

LES STRATEGIES INDUSTRIELLES ET LE DEVELOPPEMENT

ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE

claus
Jean CHEVASSU *

C.A.S.T.O.M. Fonds Documentaire n° 43 - 1984/3

N° :

22635

Cpte :

B

* Monsieur Jean CHEVASSU est conseiller en planification industrielle du Ministère du Plan du Maroc et Maître de Recherches ORSTOM. Auparavant, il a été chercheur ORSTOM en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Il dirige les recherches en économie industrielle des pays en voie de développement au Centre d'Economie Régionale. Cette communication a été présentée au Colloque : "Vers quel nouvel ordre mondial" organisé par l'Université de Paris VIII à la Sorbonne les 28-29-30 septembre 1983.

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
I/ LES STRATEGIES AFRICAINES D'INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE	4
1.1/ L'analyse théorique du sous- développement	4
1.2/ Les stratégies adoptées par les divers Etats africains	6
II/ L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE ET L'IMPASSE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	8
2.1/ Bilan général de l'industrialisation	9
2.2/ Le développement économique de l'Afrique se trouve dans une impasse	11
III/ LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION SONT INADAPTEES AUX CONDITIONS D'UN TRANFERT DE TECHNOLOGIE EFFICACE	14
3.1/ Les contraintes de la technologie et la définition d'une stratégie industrielle	15
3.2/ L'inadaptation des stratégies industrielles aux contraintes techniques et les déséquilibres actuels	18
IV/ SPECIALISATION INDUSTRIELLE ET INTERDEPENDANCE, CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT	22
4.1/ L'industrialisation de l'Afrique doit rester un objectif majeur de toute poli- tique de développement cohérent	23
4.2/ L'Afrique et les économies avancées doivent favoriser le développement des industries compétitives	25
4.3/ La spécialisation nécessite que soient appliquées toutes les mesures indispensables pour contrebalancer les effets négatifs de la domination	26

Si un quart de siècle après les Indépendances des anciennes colonies, un débat sur l'organisation d'un "nouvel ordre mondial" revêt une grande acuité, n'est-ce pas une preuve que les politiques de développement mises en oeuvre dans le Tiers Monde ont échoué et se trouvent dans une impasse ?

Les objectifs structurels de développement fixés par les hommes politiques du Tiers Monde ont, en effet, rarement été atteints et les principes définis par les grandes conférences des Nations Unies pour organiser les rapports entre pays développés et pays en voie de développement n'ont connu que des débuts d'application. Les pays africains se débattent en plus dans une crise économique conjoncturelle qui semble réfractaire à tous les programmes d'ajustement économique mis en place sur les recommandations de la Banque Mondiale et du F.M.I. : la croissance réelle du PNB par habitant a baissé, l'inflation atteint 20 % en de nombreux pays, les déficits des balances des paiements courants s'accumulent et rendent obligatoire le recours à des financements extérieurs.

Ce contexte rend nécessaire, selon nous, une réévaluation des politiques de développement appliquées et notamment des stratégies industrielles car l'industrie a été placée au coeur du problème du développement par la plupart des théoriciens et des dirigeants africains. Devant les difficultés actuelles de l'industrialisation africaine, on peut s'interroger sur la pertinence de cette option et sur la justesse des choix des dirigeants africains au moment des Indépendances. Mais, si on se remémore l'état des sociétés africaines au début des années soixante et notamment, la désarticulation du tissu économique et social provoquée par la domination économique et culturelle occidentale, on se rend compte que les dirigeants africains n'avaient d'autres possibilités que d'adopter le modèle industriel occidental de développement pour affronter la croissance démographique et pour répondre à la montée des besoins modernes. Les techniques traditionnelles ne pouvaient pas, à elles seules, permettre de répondre aux besoins alimentaires d'une population qui augmente à un rythme voisin de 3 % par an. D'autre part, quand on

sait ce que représente pour l'humanité, la scolarisation, la médecine moderne, les moyens de communications audio-visuels, les transports, l'eau courante et potable, l'électricité, etc..., quel est le Chef d'Etat ou l'intellectuel qui pourrait convaincre son peuple d'y renoncer ?

Mais l'élite africaine n'a souvent vu que les côtés positifs de l'industrialisation : le moyen de satisfaire les besoins des populations et la possibilité de rompre avec ce qui était considéré comme "l'échange inégal" lié à la domination de l'extérieur. Au moment des Indépendances, on distingue, en effet, deux grandes options doctrinales dans les différentes politiques industrielles africaines. Selon la première, la prospérité économique passe obligatoirement par le capitalisme et l'ouverture extérieure. La seconde affirme au contraire que le sous-développement ne peut être vaincu que par le socialisme et l'indépendance économique.

Pourtant si on analyse les stratégies industrielles mises en oeuvre, on constate qu'après de fortes divergences initiales, le contenu, les voies et les moyens appliqués se sont fortement rapprochés. Face à l'accélération du processus d'industrialisation jugée trop lente à leurs yeux, les partisans de la théorie libérale sont devenus de plus en plus interventionnistes. L'intervention de l'Etat les a conduit à respecter de moins en moins le principe fondamental de la théorie classique, selon lequel c'est le mécanisme des prix qui est le mieux à même de régir le développement des échanges et du progrès économique.

Le non respect des règles du marché capitaliste, alors que même les tenants de l'indépendance économique ont bien été obligés d'admettre que l'intégration au système capitaliste international était une contrainte, ne permet-il pas par l'analyse de ses conséquences, de fournir la clef du développement économique ?

Au moment où les perspectives de croissance du produit national brut par habitant d'ici 1990 sont, d'après la Banque Mondiale, voisines de zéro pour l'Afrique dans son ensemble, il est urgent de rechercher s'il n'existe pas une autre stratégie possible au niveau des politiques industrielles.

Dans une première partie, nous ferons une brève présentation des stratégies d'industrialisation en Afrique.

Dans une seconde partie, nous rechercherons si elles sont

parvenues à conduire les Etats africains à s'industrialiser. Certains pays peuvent donner l'illusion d'avoir atteint le seuil de la semi-industrialisation, mais n'est-ce-pas au prix de tels déséquilibres de la production agricole, de la balance commerciale, de la balance des paiements et des emplois que l'on peut se demander si leur stratégie n'a pas amené leur économie dans une impasse ?

Dans une troisième partie, nous analyserons les relations qui existent entre le transfert des technologies industrielles et le développement économique, puis nous nous demanderons si les conditions économiques et sociales de l'héritage colonial permettraient un transfert efficace de la technologie industrielle.

Dans une quatrième partie et en conclusion, nous tenterons de rechercher quelle stratégie les politiques d'industrialisation devraient adopter pour permettre au continent africain de sortir de son état de sous-développement.

I/ LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE (1)

Avant de présenter les principales stratégies africaines d'industrialisation, il est indispensable de rappeler brièvement les principes fondamentaux des deux grandes écoles de pensée ayant servi de base à la définition des différentes politiques.

1.1/ L'analyse théorique du sous-développement

Les solutions préconisées pour sortir le Tiers-Monde de son état de sous-développement se sont fondées sur l'analyse et l'interprétation de la théorie classique et de la théorie marxiste.

1.1.1/ Les fondements de la théorie libérale

Deux éléments fondamentaux de la théorie émise par les premiers classiques, RICARDO et Adam SMITH, et adaptés par les auteurs marginalistes et les théoriciens néo-classiques de la croissance équilibrée, excluent la possibilité d'une situation durable de sous-développement.

- a) En premier lieu, d'après leur conception de la croissance le sous-développement n'est qu'un simple retard

S'il existe des pays moins développés c'est que les divers éléments qui conditionnent l'augmentation du capital et du travail ne sont pas répartis en proportions harmonieuses. La main-d'oeuvre qui est abondante manque d'entrepreneurs et de cadres habiles et compétents du fait de l'insuffisance d'instruction à tous les niveaux. L'infrastructure n'est pas développée à cause d'une mauvaise administration publique. le taux d'épargne est trop faible à cause de bas revenus et des mentalités traditionnelles.

(1) Cf. Jean CHEVASSU et Alain VALETTE "quelques réflexions sur les options de base en matière de politiques de développement" ORSTOM. Centre de Petit Bassam. Sciences Humaines. Avril 1977.

b) En second lieu, les relations économiques internationales pourront suppléer efficacement à l'incapacité interne au développement.

Selon les principes de l'avantage comparatif, tous les partenaires de la spécialisation internationale devraient bénéficier de la baisse des coûts de production liés à l'échange.

La réduction des écarts entre les systèmes se fait par l'intermédiaire des échanges commerciaux, de la mobilité du capital et du déplacement de la main d'oeuvre.

Tous les économistes néo-classiques ont une croyance fondamentale commune : le respect du mécanisme des prix permettra à l'économie de marché de donner à chacun ses meilleures chances de développement.

1.1.2. L'analyse marxiste du sous-développement

Pour les auteurs marxistes le sous-développement est le résultat d'un "échange inégal".

Ils démontrent que le sous-développement est le produit du système de relations économiques internationales imposées par les pays capitalistes après leur révolution industrielle au reste du monde non industrialisé.

D'après eux, les relations entre les espaces du monde développé (le centre) et ceux du monde "sous-développé" (la périphérie) se soldent par des flux de transferts qui se font à sens unique, au bénéfice du centre. La dépendance extérieure serait à la fois l'origine et la résultante de la désarticulation qui empêche le développement d'un secteur quelconque d'avoir des effets d'entraînement sur les autres. Ces effets sont transférés à l'extérieur, dans les pays fournisseurs ; les secteurs modernes de l'économie sous-développée apparaissent comme des prolongements de l'économie développée dominante.

Le "pillage qui résulte de cette domination du centre se manifeste sous la forme :

- a- d'une détérioration des termes de l'échange,
- b- d'un prélèvement continu sur le produit du travail des populations sous-développées;
- c- d'une dépendance financière de plus en plus lourde,

- d- d'un déficit des échanges extérieurs,
- e- de l'accroissement massif du chômage urbain,
- f- d'un déficit chronique en produits vivriers.

Cette interprétation a conduit les auteurs favorables à cette thèse à affirmer que l'intégration au marché mondial des pays du Tiers-Monde entraîne le "développement du sous-développement".

1.2/ Les stratégies adoptées par les divers Etats africains

La théorie qui a recueilli la plus grande adhésion parmi les élites africaines est l'approche suivie par l'analyse marxiste. L'Algérie est, à notre avis, le pays qui est le plus représentatif de cette école de pensée et celui dont l'expérience a, tout au moins à ses débuts, suscité le plus d'espoir parmi la jeunesse africaine.

A l'opposé, ce que certains ont appelé le "modèle ivoirien" a pendant longtemps donné l'illusion de "miracle ivoirien" et a pu représenter une tentation pour de nombreux Chefs d'Etats africains.

Entre ces deux stratégies, il existe de multiples nuances dans les solutions préconisées, mais à notre avis pas de modèle fondamentalement différent.

a) La stratégie algérienne du développement industriel (1)

La stratégie algérienne de développement pose l'industrialisation comme "une condition du développement social". La mise en place d'une base industrielle puissante repose sur :

- le choix d'équipements modernes,
- la priorité accordée au secteur des industries lourdes.

Cette stratégie suppose un contrôle national effectif des ressources du pays et une centralisation relative de la décision économique, ce qui suppose la constitution d'un important secteur public et un rôle primordial attribué à la planification.

Ce choix vise trois objectifs :

- éliminer progressivement les importations de biens d'équipement,

(1) Cf. Abdelouahab KERAMANE : "Stratégies algérienne de développement". Consultation d'experts. Berlin-Ouest. 25-30 juin 1979. Deutsche Stiftung für internationale Entwicklung.

- "noircir la matrice inter-industrielle" grâce aux effets industrialisants de l'industrie de base,
- fournir l'équipement nécessaire à l'agriculture afin de renforcer l'indépendance alimentaire.

C'est ainsi que les grands axes de développement retenus sont :

- la valorisation des ressources du sous-sol, notamment des hydrocarbures, dans le but de faire de ce secteur une source d'accumulation et un facteur d'entraînement économique.

- le développement des industries de base à travers la valorisation des hydrocarbures, les industries chimiques et pétrochimiques, la sidérurgie et les industries mécaniques et électriques.

En prétendant pouvoir se passer de la collaboration des forces de production étrangères on est contraint "d'apprendre par ses propres forces". On ne nie pas que cette méthode entraînera des surcoûts de production, mais on nie le rôle du mécanisme des prix dans le choix des projets, sa prise en compte ne pouvant entraîner que la perpétuation de l'état de sous-développement.

Nous savons que la disparition du principal artisan de cette doctrine, le président H. BOUMEDIENNE, a été suivie d'un grand débat théorique sur les principales orientations du modèle algérien. Les résultats de ces discussions ont conduit l'Algérie à réviser, ou tout ou moins assouplir, certaines de ses options doctrinales de base.

b) La stratégie ivoirienne du développement industriel (1)

L'originalité de la stratégie ivoirienne repose sur la recherche des meilleures complémentarités possibles entre l'agriculture et l'industrie avec, toutefois, une tendance à trop considérer l'agriculture comme source de financement du développement industriel. L'industrialisation du pays constitue un objectif à long terme, qui devrait être atteint par le développement des trois voies fondamentales suivantes :

(1) Jean CHEVASSU et Alain VALETTE : "Les modalités et le contenu de la croissance industrielle de la côte d'Ivoire". Cah. ORSTOM, série. Sc. Hum., vol. XIV, no. 1, 1977, p. 27-57.

- la phase d'import-substitution principalement pendant les années 1960-70,
- la valorisation pour l'exportation au cours de la décennie des années 1970,
- enfin les industries de transfert qui devaient compléter les deux générations d'entreprises précédentes.

Par ailleurs, la croissance du secteur industriel a été fondée sur un apport extérieur massif de facteurs de production (capitaux, encadrement qualifié et expérimenté, technologie). Ce large appel à l'étranger était, plus que dans certains pays africains, rendu indispensable par le niveau relativement bas de la formation technique et de l'éducation générale, héritées de la période coloniale.

La réussite d'une telle politique nécessitait la mise en place d'une politique particulièrement libérale à l'égard de tous les agents de l'extérieur, et exigeait que l'on accepte les règles de la spécialisation internationale. Mais, le transfert massif d'une population étrangère percevant des sur-salaires, d'une technologie de plus en plus sophistiquée par rapport aux conditions locales, et d'une infrastructure très capitaliste se sont traduits inévitablement par des surcoûts de production. Comment, dès lors, respecter les fondements de la théorie classique ?

C'est pourquoi, contrairement aux idées reçues, la politique industrielle de la Côte d'Ivoire s'est orientée progressivement vers une action interventionniste de l'Etat et vers une participation croissante des capitaux nationaux publics ou privés au processus d'industrialisation. En cherchant à créer un développement intégré, auto-entretenu au delà des capacités d'absorption de la technologie industrielle, la Côte d'Ivoire s'est engagée sur une voie qui lui permettra difficilement de pouvoir bénéficier des avantages de la spécialisation internationale par l'intermédiaire des deux dernières générations d'industries.

II/ LA REALITE DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE ET L'IMPASSE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Les politiques d'industrialisation de ces vingt dernières années sont parvenues, dans quelques cas, à réaliser une croissance

industrielle rapide qui a pu entraîner temporairement une forte croissance économique des pays concernés.

Cette évolution apparemment favorable ne prouve pas, toutefois, que ces pays soient entrés dans une phase d'industrialisation irréversible. Nous dirons que la question cruciale qui se pose est plutôt de savoir si les structures mises en place pour développer une industrie orientée vers le marché intérieur n'ont pas entraîné l'économie de ces pays dans une impasse.

2.1/ Bilan général de l'industrialisation

Nous ne retiendrons que les grands traits qui caractérisent le niveau d'industrialisation.

2.1.1/ La valeur ajoutée manufacturière (VAM) a augmenté rapidement dans les pays africains à forte ouverture extérieure ainsi qu'en Algérie.

Le classement effectué par Marc HUMBERT (1) permet de constater que de 1960 à 1980 de nombreux pays africains ont vu le taux de croissance annuel moyen de la VAM augmenter plus rapidement que la moyenne des pays industrialisés à économie de marché.

Ce taux a été proche de 10 % par an aussi bien dans des pays dont la politique d'industrialisation s'est inspirée de la doctrine libérale (Côte d'Ivoire, Tunisie, Kenya, Nigéria) que dans un pays tel que l'Algérie. Seulement deux pays ont réussi à réaliser une croissance industrielle moyenne, proche de 5 % par an, le Maroc et le Cameroun, dont la volonté d'ouverture se situe à un stade intermédiaire.

Ces taux de croissance conduisent à faire deux remarques :
- alors que l'analyse marxiste a influencé un grand nombre de pays africains, un seul pays ayant suivi ce modèle a réussi à obtenir une croissance industrielle forte, l'Algérie. Pour tous les autres Etats c'est la quasi stagnation industrielle, quand ce n'est

(1) Marc HUMBERT : "l'industrie : spécialisation, domination, dépendance". Colloque vers quel nouveau ordre mondial. Bulletin de liaison, Juin 1983.

pas la récession.

- parmi les pays à économie libérale, ce sont les pays qui ont adopté une plus grande ouverture extérieure, Côte d'Ivoire, Tunisie, Kenya qui ont eu les taux de croissance industrielle les plus forts.

2.1.2/ La croissance de la VAM s'est déroulée parallèlement à la croissance du produit national brut par tête (PNBT)

Le même classement effectué par Marc HMBERT selon le taux de croissance annuel moyen du PNB par habitant de 1960 à 1980 permet de constater que :

1- deux pays africains seulement, la Tunisie et le Nigéria, ont connu une croissance du PNBT supérieure ou égale au taux moyen des économies industrialisées, soit 3,6 % an. C'est-à-dire que, seulement deux Etats africains sur une cinquantaine ont rattrapé une partie de leur retard économique.

2- le parallélisme entre le taux de croissance de la VAM et celui du PNBT n'est pas toujours évident :

- deux pays, la Tunisie et le Nigéria ont un taux de croissance de leur PNBT supérieur ou égal à 3,6 %, taux moyen pour les économies industrialisées.

- parmi les pays ayant un taux compris entre 2 et 3,6 % on trouve des économies à fort taux de croissance industrielle (Algérie, Côte d'Ivoire) mais aussi des pays à croissance industrielle voisine de 5 % (Maroc, Cameroun, Malawi, Burundi). Un état faiblement industrialisé se trouve dans ce groupe : le Togo.

- l'Algérie est le seul pays ayant adopté la doctrine marxiste à avoir une croissance du PNBT supérieure à 2 %.

2.1.3/ Malgré les progrès parfois accomplis, le poids de la VAM dans la PNBT est encore très faible

L'Algérie et le Nigéria sont les deux pays africains dont la VAM est la plus élevée d'Afrique avec environ 5 500 millions de dollars en 1980.

Par tête d'habitant cette VAM s'élève à 279 dollars pour

l'Algérie, 158 pour la Tunisie, 152 pour le Maroc, 96 pour la Côte d'Ivoire, 65 pour le Nigéria.

A titre de comparaison, la VAM de la France s'élevait à 176.000 millions de dollars, soit 32 fois celle de l'Algérie. La VAM d'un français était 12 fois plus élevée que celle d'un algérien.

Nous devons par ailleurs préciser que cette notion de VAM ne donne qu'une idée très relative de la valeur ajoutée comparative de l'industrie. Toutes les études menées par la Banque Mondiale en Afrique sur les prix de référence, sous la responsabilité de Bella BALASSA, montrent que les prix des produits industriels fabriqués pour le marché local sont généralement très supérieurs aux prix extérieurs de référence. Cela signifie que, si l'on comptabilisait la VAM aux prix du marché international, la valeur ajoutée du secteur industriel serait beaucoup plus faible que celle indiquée par les comptes nationaux.

2.1.4/ Aucun pays africain n'a atteint le stade de la semi-industrialisation

Il est significatif que dans son "Rapport sur le développement dans le Monde", d'août 1979, la Banque Mondiale n'ait retenu aucun pays d'Afrique parmi les 16 principaux pays semi-industrialisés (1).

Les pays appelés communément Nouveaux Pays Industrialisés présentent tous la caractéristique d'avoir une production manufacturière au moins égale à 20 % dans le PNB. Ce taux est voisin de 15 % en Algérie et au Maroc, de 11 % en Tunisie et en Côte d'Ivoire, et de 8 % au Nigéria.

Ces faibles taux relatifs ont été atteints avant que la crise économique mondiale ne vienne ralentir la croissance et parallèlement à l'apparition de certains déséquilibres économiques et sociaux lourds de conséquences pour l'avenir.

2.2/ Le développement économique de l'Afrique se trouve dans une impasse.

(1) Cf. "La semi-industrialisation". Cahiers Irep/Développement 1981. 1.

Les politiques industrielles préconisées devaient permettre une amélioration du progrès économique et social et l'accès à l'indépendance économique. Si ces résultats ne sont pas atteints après plus de 20 ans d'application n'est-ce-pas la preuve que le développement de l'Afrique se trouve dans une impasse ?

2.2.1/ La dépendance financière n'a fait que s'accroître

Depuis quelques années la Banque Mondiale a sonné l'alarme sur l'endettement du Tiers-Monde et a défini une nouvelle politique baptisée "ajustement structurel".

Sa préoccupation majeure pour tous les pays africains consiste à encourager la mise en oeuvre de mesures d'austérité propres à réduire les déficits budgétaires et les déficits des balances des paiements parallèlement à des mesures de restructuration de l'économie.

La Côte d'Ivoire malgré sa politique généreuse vis-à-vis des capitalistes étrangers a du bénéficier d'un prêt d'ajustement structurel d'environ 200 millions de dollars, après avoir négocié avec les experts de la Banque Mondiale les grandes orientations de sa politique économique. Même le Nigéria, géant de l'Afrique par sa population et ses richesses pétrolières a du passer sous les "fourches Caudines" de cet organisme.

L'Algérie n'a pas voulu accepter les conditions jugées draconiennes des experts de Washington, mais elle a été contrainte de procéder à une révision de certaines de ses options de base. En 1979, la dette extérieure de l'Algérie s'élevait déjà à 15 milliards de dollars soit à 44 % de son PNB, taux comparable à celui de la Tunisie et du Maroc (1).

La compression des investissements, indispensable pour réduire les déficits budgétaires et commerciaux, aura des conséquences sur la croissance économique, tandis que parallèlement la croissance démographique continuera à augmenter rapidement. Les temps difficiles sont donc pour demain.

(1) Cf. Madhi EL MANJRA "Maghreb 2000". Association Marocaine de prospective, Rabat, juin 1982.

2.2.2/ Le déficit en produits manufacturés avec les pays industrialisés est resté élevé.

L'étude de M. HUMBERT montre qu'en 1979, tous les principaux pays africains présentaient un fort déficit en produits manufacturés. Les importations de biens manufacturés représentaient 82 % des importations totales au Nigéria, 76 % en Algérie, 71 % en Côte d'Ivoire, 61 % en Tunisie, 53 % au Maroc.

Pour chacun de ces pays respectivement on avait :

- un rapport à la VAM de 1,86 ; 1,14 ; 2,39 ; 1,82 ; 0,64.
- et, un rapport aux exportations de produits manufacturés égal à 68,7 ; 162,92 ; 8,34 ; 2,85 ; 4,24.

On peut dire que la dépendance est aussi forte pour un pays marxiste comme l'Algérie que pour les pays libéraux.

Lorsque l'on sait que pour l'Algérie la part du commerce avec les pays industrialisés avoisine 95 % et celle avec les pays du Maghreb 0,5 %, on voit que la volonté de s'affranchir de la dépendance occidentale reste un voeu pieux.

2.2.3/ La dépendance alimentaire est de plus en plus préoccupante.

Le modèle algérien, qui se proposait de développer l'industrie lourde en vue de contribuer à la modernisation de l'agriculture, se traduit par des résultats désastreux dans ce domaine avec une autosuffisance alimentaire estimée par Madhi EL MANDJRA à 50 % en 1980 (75 % au Maroc et 55 % en Tunisie).

L'agriculture ne représente plus que 7 % dans le PIB algérien, tandis que le taux de croissance de la production agricole est inférieur à 1 % par an.

Le Nigéria avec sa politique d'industrialisation lourde dans une économie ouverte a obtenu les mêmes conséquences que l'Algérie.

2.2.4/ Le chômage urbain et le sous-emploi en général ont tendance à croître.

L'Algérie et le Maroc qui ont le plus fort taux d'industrialisation n'emploient pas plus de 10 % de leur population active dans l'industrie.

Quand on sait que le taux de chômage urbain et le sous-emploi dépassent largement 20 % de la population active, que les efforts de scolarisation ont été partout importants, et quand on sait que le taux de croissance annuelle de la population urbaine est voisin ou supérieur à 6 %, on mesure toute l'acuité que revêt le problème de l'emploi pour des pays où la population des moins de 15 ans avoisine déjà 50 % du total.

Dans ces conditions, on peut se demander où ces pays pourront trouver les ressources financières nécessaires à résoudre ce problème grâce à l'industrialisation. En effet, mis à part certains types d'investissements productifs dans les mines ou l'énergie, l'industrie même "légère", constitue le secteur le plus capitaliste parmi les différentes activités productives d'un pays.

Avant d'analyser les solutions éventuelles, nous allons rechercher quels sont les principaux facteurs de cette situation apparemment bloquée.

III/ LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION SONT INADAPTEES AUX CONDITIONS D'UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIE EFFICACE

La révolution industrielle qui a commencé en Grande-Bretagne s'est propagée en Europe Occidentale, puis aux Etats-Unis et ultérieurement dans d'autres pays. La situation de "retardataire" a pu être comblée grâce au transfert des capitaux, de la main-d'oeuvre, des chefs d'entreprises, de la technologie des pays "avancés" qui ont contribué au démarrage du processus d'industrialisation.

On doit se demander pourquoi des pays africains ouverts sur l'extérieur n'ont pas pu, au cours de ces 20 dernières années, créer ce même processus ?

Pendant cette période, des dirigeants africains qui voulaient rompre avec la domination des pays industrialisés semblent avoir encore moins bien réussi leur développement économique.

3.1/ Les contraintes de la technologie et la définition
d'une stratégie industrielle

Nous allons voir pourquoi les conditions nécessaires pour assurer un transfert de technologie efficace posaient de lourdes contraintes aux pays africains.

3.1.1/ Le transfert de la technologie industrielle
constitue le fondement du développement économique

Si on peut établir un parallélisme entre le niveau de développement économique et celui de l'utilisation des techniques industrielles, aussi bien d'un point de vue historique que géographique, c'est bien la preuve que le sous-développement dépend d'un "hiatus technologique".

Dès lors, pour changer la réalité du sous-développement, il faudrait que les mesures mises en oeuvre soient capables de se traduire par une meilleure répartition spatiale des technologies avancées et par une homogénéisation de l'efficacité de ces techniques à l'intérieur des différents espaces (1).

Comme le dit N. ROSENBERG "le secret de l'énorme amélioration de la productivité liée à l'adoption de techniques industrielles peut en partie se résumer ainsi : les différentes innovations étaient souvent interdépendantes et se renforçaient mutuellement" (2).

Lorsqu'une industrie bénéficiait d'une innovation, elle en faisait profiter les activités en amont et aval par ses effets de prix, d'économie d'échelle et d'économie de transport. C'est ainsi que se sont créés des pôles de développement où les gains de productivité étaient supérieurs à ceux obtenus dans les espaces dominés.

(1) Philippe AYDALOT : "Dynamisme spatial et développement inégal".
Economica. 1976. p. 321.

(2) N. ROSENBERG : "Les transferts internationaux de technologie : le passé et le présent". Les enjeux des transferts de technologie Nord/Sud. OCDE. Paris 1982. p. 29.

3.1.2/ Les conditions économiques et sociales de l'héritage colonial ne permettaient pas un transfert efficace de la technologie industrielle (1)

Les nations occidentales qui se sont spécialisées dès le XVIIIe et XIXe siècle dans les activités industrielles ont réussi à créer un environnement favorable au progrès industriel et technique. Parallèlement, les conditions pour que les nouvelles technologies soient efficaces sont devenues de plus en plus difficiles à acquérir. Aussi, lorsque les Etats africains accédèrent à l'indépendance politique, était-il encore possible de transférer efficacement la technologie industrielle dans les conditions économiques et sociales de l'héritage colonial ?

On peut regrouper les facteurs de la productivité industrielle en trois groupes qui tiennent :

- aux conditions de la taille des marchés,
- aux conditions de l'offre de facteurs de production,
- aux structures nationales de la production industrielle.

En effet, les travaux effectués par CHENERY ont montré que le degré d'industrialisation était étroitement dépendant de l'étendue des marchés nationaux. Par ailleurs, l'industrialisation résulte de "l'application systématique et à grande échelle de la mécanisation et de la rationalisation des tâches" et de "l'adaptation des mentalités et des comportements à cette nouvelle orientation du mode de production capitaliste". Ceci exige certaines conditions favorables du côté de l'offre des facteurs de production. Enfin, certaines catégories d'industries n'exercent des effets d'entraînement, "industrialisants", que situées dans un tissu urbain-industriel dense.

Du côté de la demande, l'étroitesse des marchés nationaux résultait de la population trop réduite des nations africaines, du revenu national très faible, d'un PNBT très inégalement réparti à cause des disparités régionales, urbaines et rurales, et celles entre africains et non africains.

(1) Cf. Jean CHEVASSU et Alain VALETTE : "Choix doctrinaux et contraintes économiques et sociales au moment des indépendances : comparaison entre la Côte d'Ivoire et quelques pays africains" ORSTOM. Centre de Petit Bassam. Sciences Humaines. Avril 1977.

Du côté des facteurs de production, le potentiel des matières premières agricoles, minières et énergétiques était encore peu mis en valeur. Mais, c'est surtout les facteurs humains qui constituaient un obstacle majeur pour l'industrialisation à cause de la prépondérance de la population rurale, d'effectifs salariés quasi inexistantes surtout dans le secteur industriel moderne, et enfin à cause de l'insuffisance et de l'inadaptation de l'enseignement. Aussi, les caractéristiques mentales, culturelles et techniques de la population n'étaient-elles guère propices aux capacités d'innovation et à l'esprit d'entreprise nécessaires à la création et au développement des activités manufacturières.

Enfin, du côté des structures de la production industrielle le poids de l'industrie dans le PNB ne dépassait pas 10 %. La valeur ajoutée industrielle se situait à un très bas niveau et était répartie essentiellement dans les activités traditionnelles (agro-alimentaires, textiles-cuir, bois).

3.1.3/ Dans les conditions de transfert de technologie et de concurrence du marché international les perspectives des industries d'exportation étaient très limitées.

On comprendra que face à la concurrence de zones dotées de meilleurs atouts en Asie et en Amérique latine, une politique industrielle orientée principalement vers l'exportation aurait eu toutes chances d'échouer.

Il ne faut pas oublier en effet que le comportement colonial avait créé en Afrique une structure de taux de change, de salaires et de prix relativement élevée par rapport à une zone comme l'Asie, par exemple. De ce fait, malgré une main d'oeuvre banale, abondante et bon marché, l'avantage du coût du salaire n'existait pas.

Aussi, n'est-il pas étonnant que, mis à part quelques créneaux basés sur la valorisation d'une matière première concurrentielle, aucun pays africain n'ait opté pour une telle stratégie dans sa première phase d'industrialisation.

3.1.4/ Le marché d'import-substitution n'offrait une bonne rentabilité que dans quelques secteurs traditionnels

Les atouts des industries d'import-substitution étaient limités aux gains en coût de transport, à l'utilisation d'une main-d'oeuvre bon marché pour les produits de consommation locale et à la proximité de certaines matières premières.

Dans ce cas, vouloir respecter la condition du respect du mécanisme des prix, imposée par les auteurs classiques aurait conduit les Etats africains à opter pour une industrialisation très lente et à orienter leurs industries essentiellement vers les secteurs traditionnels.

C'est cette voie qu'a choisi un pays tel que le Cameroun. Nous avons vu que sa croissance a été moins spectaculaire que celle de la Côte d'Ivoire. Par contre, il n'a pas créé de déséquilibres économiques et sociaux aussi graves qu'en Côte d'Ivoire. On peut donc se demander si cette voie n'était pas la plus réaliste et la plus raisonnable.

3.2/ L'inadaptation des stratégies industrielles aux contraintes techniques et les déséquilibres actuels

En ce milieu du XXe siècle, le progrès du bien être matériel repose principalement sur l'avance technologique. Aussi, il n'est pas étonnant que les pays nouvellement indépendants aient cherché à acquérir cette technologie et se soient lancés dans des politiques d'industrialisation rapide. Or, les conditions nécessaires pour assurer la réussite de ces politiques dans le long terme n'étaient pas remplies. Cette inefficacité du transfert des technologies n'est-elle pas la principale cause du "développement du sous-développement" en Afrique ?

3.2.1/ L'import-substitution a pu se développer rapidement sans tenir compte de l'efficacité du capital investi

L'indépendance de l'Afrique fut acquise à une époque où l'Occident traversait la période la plus prospère de son histoire. Le Plan Marshall avait permis à l'Europe de s'équiper pour assurer sa

reconstruction après la Seconde Guerre Mondiale.

La domination de l'Occident sur le reste du monde lui permettait de bénéficier de matières premières et d'énergie importées à bas prix et du vaste marché captif des anciennes colonies. L'application de techniques nouvelles de plus en plus sophistiquées dans des conditions favorables et dans un milieu réceptif avait permis d'obtenir de forts gains de productivité et d'assurer une croissance économique continue dans les économies industrialisées.

L'accès à l'indépendance politique permettait aux gouvernements africains de profiter de cette conjoncture avantageuse pour développer les industries d'import-substitution. C'est ce que la plupart d'entre-eux entreprirent de réaliser.

Cette première génération d'industries s'est développée principalement par le recours au crédit international, l'épargne intérieure étant insuffisante. Les pays africains étant peu endettés, et les économies industrialisées ayant besoin des marchés africains pour utiliser leurs capacités de production excédentaires, l'investissement a pu augmenter rapidement.

Ces capitaux étaient prêtés sur la base d'études de projets dont la rentabilité devait permettre un remboursement des crédits en fonction des conditions financières internationales. Malheureusement, l'efficacité de la formation brute de capital fixe (FBCF) et la productivité du travail ont été généralement fort inférieures à ce qui était attendu pour de multiples raisons que nous ne pouvons aborder ici, mais qui sont intéressantes à approfondir.

Dans le cas de l'Algérie, Christian PALLOIX a calculé que l'indicateur produit industriel sur stock de capital fixe a évolué de manière défavorable sur l'ensemble de la période 1966-1977, le produit industriel par travailleur en dinar constant est passé de 35.596 à 21.518 (1).

La politique d'import-substitution à outrance a donc conduit les pays les plus industrialisés d'Afrique à créer des surcapacités de production dans des secteurs très capitalistiques, soit dans le but de contraindre les industries "liées" à s'implanter,

(1) Christian PALLOIX : "Industrialisation et financement lors des deux plans quadriennaux. 1970-1977". *Revue Tiers-Monde*. Tome XXI No. 83. Juillet-Septembre 1980. p. 542.

soit avec l'intention de forcer les pays voisins à s'adresser à eux pour leur production.

Bien que cette stratégie n'ait pas entraîné le "noircissement de la matrice des relations interindustrielles" attendu, les recettes d'exportation procurées par la hausse des prix des produits pétroliers en 1973 et en 1978 ont permis à certains pays de poursuivre dans cette voie.

Aux yeux mêmes de ses défenseurs, l'efficacité d'une telle politique doit être jugée à long terme. Mais une situation de rente qui ne s'avèrerait que temporaire, ou moins forte que prévue, conduirait au bord de la faillite financière, à l'exemple du Nigéria.

3.2.2/ Les mesures protectionnistes ont permis le développement et la survie de projets non rentables

Les résultats parfois brillants de l'industrie d'import-substitution ont été souvent obtenus grâce à la mise en œuvre de moyens qui contribuent à élever le prix de vente. On fait ainsi supporter par la collectivité nationale le coût supplémentaire par rapport aux prix internationaux.

Cette protection est admise par les néo-classiques pour les "industries naissantes" à condition qu'elle ne soit pas excessive et qu'elle soit temporaire.

Les mesures effectuées à partir des travaux de la Banque Mondiale montrent que le coût de l'import-substitution :

- est élevé dans tous les pays étudiés,
- est supérieur dans une économie relativement fermée telle que le Ghana par rapport à l'économie ouverte de la Côte d'Ivoire,
- a eu tendance à augmenter rapidement avec l'extension du processus d'industrialisation.

A titre indicatif, en 1972, en Côte d'Ivoire la protection effective sur le marché intérieur atteignait le taux moyen de 55 %. Cela signifiait que le total des valeurs ajoutées aux prix intérieurs était supérieur de 55 % au total des valeurs ajoutées aux prix internationaux.

Au Ghana, certains taux étaient souvent supérieurs ou voisins de 300 %.

Lorsque les avantages accordés à l'industrie ont un rythme croissant, et que le nombre d'entreprises ayant une valeur ajoutée négative en prix internationaux augmente rapidement, la croissance de l'industrialisation ne devient plus qu'un mirage.

3.2.3/ Le développement d'industries mirages est la cause du "développement du sous-développement"

D'après la théorie classique, le transfert de la technologie devait se traduire dans le pays d'accueil par :

- une élévation des capacités nationales d'accumulation et de l'épargne,
- la transmission des comportements économiques modernes,
- le développement d'une infrastructure économique moderne et efficiente,
- le versement d'impôts et taxes permettant de financer le développement.

Pour les auteurs classiques ces effets n'étaient attendus que si le transfert de technologie assure des taux de rentabilité supérieure à ceux de la région d'origine.

Les aides nécessaires à l'industrie dans le cadre des stratégies adoptées par les pays africains atteignent rapidement des seuils intolérables pour les agents nationaux, Etat et consommateur, qui doivent en supporter le coût.

Les effets de ces politiques sont opposés à ceux qui étaient prévus :

- une allocation des ressources nationales qui ne tient pas compte du coût d'opportunité du capital, contribue à réduire la capacité nationale d'épargne et d'investissement. Si les pertes nettes fiscales de l'Etat représentent une part de plus en plus grande du PNB, comme nous avons pu le mesurer en Côte d'Ivoire, comment les recettes fiscales permettront elles de financer le développement ?
- le financement de l'industrie moderne a conduit la Côte d'Ivoire, l'Algérie et le Nigéria, entre autres, à prélever des recettes sur le revenu des ruraux jusqu'à ce que soit atteint un seuil critique. Cet effet pervers cumulatif a pour conséquence d'accroître le pouvoir d'attraction relatif de la ville par rapport à la campagne, et d'accélérer les mouvements migratoires. Dès lors, s'il y a transmis-

sion des comportements économiques modernes c'est au détriment des zones rurales qui occupent la majorité de la population, au profit des zones urbaines où s'entassent déjà un nombre croissant de chômeurs.

- les dépenses d'infrastructure et d'équipement liées aux industries d'import-substitution augmentent à un taux supérieur à la croissance de la production nationale.

Le financement des lourdes charges de l'Etat liées à ses efforts d'industrialisation retombent toujours, en définitive, sur le principal producteur national que représente le secteur rural. Il doit ainsi supporter doublement les effets de l'industrialisation. Après avoir subi le renchérissement des produits manufacturés à cause des protections diverses accordées à l'industrie locale naissante, il doit en financer les investissements d'infrastructure, sous la forme d'une sous-évaluation des prix des produits agricoles, même si les emprunts extérieurs ont permis temporairement de différer le paiement par les ressources locales.

L'expérience de l'Amérique latine est significative à cet égard, la croissance axée essentiellement sur les industries d'import-substitution a accru les coûts de production à un point tel que l'inflation galopante qu'elle y a créée empêche toute croissance des revenus réels de l'ensemble de la population.

Nous venons de montrer que les politiques d'industrialisation ont conduit leur pays dans une impasse, parce que les conditions de transfert efficace des technologies industrielles étaient mal adaptées. Nous allons, avant de conclure, tenter de rechercher la stratégie apte à sortir les économies africaines de la situation économique et sociale dramatique dans laquelle elles se trouvent.

IV/ SPECIALISATION INDUSTRIELLE ET INTERDEPENDANCE, CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT

Au moment où les négociations officielles préparatoires au renouvellement de la convention de Lomé vont s'ouvrir à Bruxelles, la recherche d'"une stratégie pour le Tiers-Monde" (1) nous paraît

(1) Cf. l'article de Pierre DROUIN : "Une autre stratégie pour le Tiers-Monde". Le Monde du mardi 20 septembre 1983.

revêtir une importance primordiale.

L'association des Dix Etats de la Communauté européenne avec soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) est bien la "seule du genre". "Elle a prouvé ses mérites", mais, elle a "aussi montré ses limites".

Pour tenter de sortir l'Afrique de son impasse, "c'est toute une philosophie nouvelle de la politique de développement" que le Président de la Commission de Bruxelles, M. Edgar PISANI, voudrait voir adopter : Partant de la constatation que les résultats des politiques d'industrialisation ont été décevants, que l'aide est difficile à "faire soudre" en ces temps de crise, et que l'agriculture et l'aménagement rural sont des problèmes centraux pour l'Afrique, M. PISANI arrive à la conclusion que "c'est donc sur l'agriculture et l'alimentation que l'essentiel de l'effort doit porter" (1).

Cette stratégie, tout aussi impérialiste que la précédente, ne va-t-elle pas conduire à une nouvelle impasse ?

Pour nous, l'expérience historique des pays avancés et des N.P.I. "nous indiquent qu'en longue période l'industrialisation est le phénomène essentiel" pour paraphraser l'expression de J. FREYSSINET (2).

4.1/ L'industrialisation de l'Afrique doit rester un objectif majeur de toute politique de développement cohérent

Nous ne pouvons pas débattre ici de l'efficacité d'une stratégie axée sur une "politique autonome alimentaire d'abord et semi-industrielle ensuite".

On fera, toutefois, remarquer que le programme lancé par le président de la Tanzanie, J.K. NYERERE, en 1967 dans sa déclaration d'Arusha considérée, à juste titre, comme un paradigme d'authenticité africaine, n'a toujours pas à notre connaissance convaincu de sa

(1) *Ibid.* p. 2.

(2) J. FREYSSINET : "Le concept du sous-développement".
Mouton. 1966. p. 165.

réussite. La création de petites et moyennes entreprises destinées à satisfaire les besoins locaux est tout à fait souhaitable. Mais, comment dans des pays qui comptent "bien peu de socialistes" et bien peu d'idéalistes pourra-t-on convaincre les élites et les jeunes scolarisés qu'ils doivent consentir pendant de longues années de lourds sacrifices ? Quel que soit le modèle, l'objectif reste toujours l'amélioration des forces productives sinon, comme l'écrivait MARX, "on ne socialise que le besoin, ce qui fait renaître la compétition pour le nécessaire".

On peut se demander si l'objectif de la Commission, qui est de parvenir "avant la fin de la décennie à prélever pour le développement un pour mille du produit brut de la Communauté" (c'est à dire environ le double de l'aide actuelle), sera suffisant pour donner les moyens nécessaires à la réussite d'une telle stratégie, aux pays qui voudraient appliquer cette politique ?

N'en doutons pas, aucun des signataires ne manquera à l'appel pour recevoir ces dons si généreusement versés.

Mais, soyons sûrs que tous les responsables africains penseront comme le représentant nigérian qui a déclaré, lors de l'assemblée parlementaire C.E.E.-A.C.P., tenue à Rome du 3 au 5 novembre 1982 : "l'Europe a plus pris qu'elle n'a donné. Elle a totalement manqué à sa promesse de développement industriel, et c'est à celui-ci que doivent être destinées les aides". (cité par P. DROUIN).

Le président NYERERE n'a-t-il pas affirmé dans sa déclaration d'Arusha "le jour où nous serons industrialisés, nous pourrions dire que nous sommes développés".

Dans la compétition internationale que se livrent aussi bien les gouvernements des économies industrialisées que les Sociétés Multinationales (S.M.N.), on peut être assuré que les Etats africains pris individuellement continueront à se livrer une rude bataille pour obtenir le moyens de poursuivre leur politique d'industrialisation.

Le but ultime à long terme du développement est donc bien toujours le même, c'est-à-dire l'industrialisation. Le problème revient à déterminer par quelles voies et moyens on parviendra à atteindre cet objectif avec le coût matériel et humain le plus faible possible.

4.2/ L'Afrique et les économies avancées doivent favoriser le développement des industries compétitives

Si la création d'industries d'import-substitution non compétitives est à l'origine des déséquilibres que connaissent les pays africains ayant opté pour l'industrialisation accélérée, il faut créer les conditions pour que l'industrie devienne compétitive.

Mais le continent le plus pauvre du monde peut-il encore donner naissance à un type de développement industriel basé sur la compétitivité ?

On objectera que face aux contraintes de rentabilité, les atouts naturels ne sont pas négligeables, grâce à la présence locale :

- de matières premières minérales, énergétiques, halieutiques et de produits agricoles tropicaux,
- d'une main d'oeuvre dont le niveau d'éducation générale a été élevé par les efforts de scolarisation de la période post-coloniale. Cette main-d'oeuvre abondante et bon marché voit sa compétitivité s'améliorer par rapport à l'Europe et à l'Asie, où la hausse des salaires réels et des charges sociales a été relativement plus forte depuis 1960. Les écarts de salaires et des charges sociales ont toutes chances de s'amplifier à l'avenir.
- d'une structure urbaine souple par opposition à l'obsolescence et à la rigidité des conurbations occidentales et aux lourdes charges financières qu'elles entraînent.

Il faut bien reconnaître que si les efforts d'industrialisation de l'Afrique ont eu un résultat, c'est bien d'être parvenus à créer des surcapacités de production. Les usines achetées à crédit étant des "cathédrales vides", le remboursement des charges d'intérêts serait plus facile si on parvenait à les faire fonctionner dans des conditions correspondant aux normes pour lesquelles elles ont été conçues.

Dans tous les pays libéraux d'Afrique on trouve des usines, Côte d'Ivoire, Sénégal, Tunisie, Maroc, par exemple, capables de produire à des coûts compétitifs par rapport au marché international.

En général, ce sont des usines qui ont su intégrer une proportion harmonieuse de facteurs de production nationaux et étrangers. Elles sont parvenues à greffer une technologie moderne,

basée sur des comptétences de gestion et des structures d'organisation d'origine étrangère, sur les atouts naturels du pays d'implantation.

Ces unités ne sont pas négligeables, et si les Etats nationaux et occidentaux, au lieu de dresser les barrières à leur développement, s'appliqueraient à adopter des systèmes d'incitation appropriés, elles pourraient devenir la source d'un dynamisme généralisé. Ces usines foyers qui sont localisées dans les grands pôles urbains-industriels d'Afrique ont la capacité de générer de puissants mécanismes de croissance sur le développement des pôles secondaires et des zones rurales.

Sans la demande, le transfert de la technologie moderne et la transmission des innovations que les grosses unités sont capables d'offrir, la petite entreprise ne trouvera pas l'environnement favorable pour se développer. On ne voit pas comment l'agriculture parviendra à résorber le chômage et à trouver les conditions d'amélioration de sa productivité si la petite industrie ne se développe pas.

L'analyse spatiale montre, en effet, que les sous-ensembles urbains, régionaux, nationaux et supranationaux sont hiérarchisés et polarisés, sous l'effet de relations économiques et humaines asymétriques qui permettent à l'ensemble dominant d'exercer une influence ou un pouvoir sur l'ensemble dominé, sans que la réciproque le soit dans des proportions comparables (1).

4.3/ La spécialisation nécessite que soient appliquées toutes les mesures indispensables pour contrebalancer les effets négatifs de la domination

F. PERROUX a, aussi, démontré que les relations entre espaces inégalement développés ne peuvent être équilibrées par le simple jeu du marché qui tend au contraire à propager une aggravation des déséquilibres.

Les solutions pour rendre le marché plus "fluide" et pour rétablir l'équilibre que le mécanisme des prix n'est pas capable de rétablir par lui même, sont multiples. Il n'est donc pas question de les aborder toutes ici, ni de les analyser. Nous nous bornerons simplement à énumérer les mesures qui nous paraissent les plus aptes

à créer les conditions d'un développement harmonieux et généralisé.

1) Au niveau des économies industrialisées

Les Etats de la C.E.E. doivent suivre l'exemple du Japon qui est parvenu à délocaliser ses industries de base vers les pays de sa périphérie, alors que la C.E.E. fait tout son possible pour maintenir des surcapacités.

Plutôt que d'accorder des aides financières ou de se battre pour une hausse des prix des matières premières, dont les ressources iront à des gouvernements qui organisent le gaspillage ou la mauvaise allocation, les gouvernements européens alloueront des subventions à leurs facteurs de production qui accepteront de se délocaliser. Le rapport BERTHELOT et J. de BANDT (1) montre que la France n'a pas à craindre le développement de ses échanges avec l'Afrique qui sont créateurs nets d'emplois.

Une telle politique ne pourra être efficace que si elle est capable de dégager des ressources financières et humaines à grande échelle. Ces ressources existent puisque la CEE indemnise des chômeurs qualifiés ou jeunes diplômés pour des montants de plus en plus importants... Ces allocations, versées à ces individus ou à des entreprises qui accepteraient de travailler ou de créer des entreprises en Afrique, ne seraient-elles pas mieux utilisées, alors qu'elles réduiraient le surcoût du transfert sans grever le budget de la Communauté ?

Par ailleurs, la CEE comprend un nombre croissant d'enfants d'immigrés qui refusent la société traditionnelle et la société industrialisée. Ne peut-on leur proposer un nouveau projet de société, qu'ils auraient à bâtir avec des moyens appropriés, s'ils acceptaient de retourner temporairement en Afrique ?

La contrainte extérieure ne devrait pas poser de problèmes dans la mesure où un nouveau Plan Marshall adapté aux conditions économiques et sociales de l'Afrique, c'est à dire en accompagnant les crédits des ressources humaines manquant à l'Afrique, devrait

(1) Y. BERTHELOT et J. de BANDT : "Impact des relations avec le Tiers-Monde sur l'économie française". Documentation française 1982.

contribuer à inverser les flux des échanges commerciaux qui se font actuellement au détriment de la CEE et au bénéfice du Japon.

Les Européens reprochent volontiers aux africains de gaspiller les prêts ou les dons qu'on leur octroie. Ils oublient, ainsi, trop facilement que le pouvoir de domination qu'ils ont acquis sur le Tiers-Monde, ils ne le doivent pas seulement à leur technologie, mais aussi à l'exploitation parfois abusive des ressources de leurs anciennes colonies. Ont-ils le droit de reprocher aux africains leur "paresse" et leurs "dépenses ostentatoires", alors que leur principal objectif est d'accroître leur revenu dans le but de consacrer leur épargne à l'achat de produits de luxe et leur temps libre aux loisirs ? L'achat d'une résidence secondaire en Europe serait-elle plus productive que la construction d'un palais en Afrique ?

On dit les Français moroses parce que leur pouvoir d'achat a diminué de 1 %. Que diraient-ils, s'ils se trouvaient dans la situation des pays africains où 80 % au moins de la population se trouve en dessous du seuil considéré comme minimum vital en Europe ?

2) Au niveau des économies sous-développées

Elles doivent apprendre à gérer leur économie avec sérieux et efficacité. Comment les Etats pourront ils obtenir de l'aide dans un monde en crise quand tout le monde connaît la manière dont elle est utilisée ? Ce n'est pas l'exemple que donne la plupart des dirigeants qui convaincra leur peuple que leur développement passe par l'amour de leur pays, l'honnêteté, le travail, la recherche des valeurs traditionnelles aptes à réduire les déséconomies externes de l'industrialisation, dont l'incitation servile ne peut que conduire aux impasses budgétaires, sociales, que connaissent les vieux pays européens.

Les gouvernements devront prendre des mesures pour faciliter l'accès de leur pays aux S.M.N. qui offriront des garanties de transfert de technologie, de marchés à l'exportation, de régionalisation.

Les cadres et les enseignants africains devront accepter les conditions inégales du développement, regrettables mais inévitables, et ne plus voir dans tous les agents de l'étranger et dans les

entreprises bien gérées un facteur d'exploitation néfaste à leur pays.

Ils doivent considérer que l'avenir se trouve plus chez eux qu'en Europe, où la population vieillissante parviendra de plus en plus difficilement à maintenir ses habitudes de consommation, si elle n'est pas capable de concevoir et réaliser un grand projet de coopération avec le Tiers-Monde dans leur intérêt réciproque.

En conclusion, nous avons tenté de montrer que les politiques d'industrialisation fondées principalement sur l'import-substitution, les nationalisations, l'intégration nationale des facteurs de production, ont conduit les économies africaines dans une impasse.

Cependant, l'expérience montre que le développement économique passe nécessairement à long terme par l'industrialisation. Pour réussir, celle-ci doit être basée sur la croissance d'industries compétitives.

Dans les conditions du transfert des technologies de cette fin du XXe siècle, la compétitivité industrielle passe obligatoirement par une plus grande ouverture extérieure, ce qui signifie pour les économies africaines l'acceptation d'une certaine dose de spécialisation et de domination étrangère.

Mais, dans les conditions de fonctionnement du marché capitaliste international de notre époque, les inégalités ne sont plus un facteur secondaire, comme aux premières phases de l'industrialisation, mais sont devenus un facteur essentiel.

Ces inégalités justifient le refus de la plupart des économistes et des dirigeants des pays africains d'accepter les règles du jeu des mécanismes du marché capitaliste international.

Si on veut avoir une chance de convaincre ce continent à s'intégrer aux économies industrielles dans le cadre de la spécialisation internationale des facteurs de production, il est indispensable de mettre tous les moyens en oeuvre pour rétablir un certain équilibre dans les échanges internationaux.

La grave crise que traversent aussi bien les pays de la CEE

que les pays africains, par les graves tensions qu'elle a créé et par la mise en évidence des facteurs de blocage de la croissance qu'elle a permis de révéler, est peut-être la chance de la communauté des pays A.C.P.

Pour une nouvelle fois dans son histoire, la C.E.E. a la possibilité financière (les capitaux injectés dans sa zone d'influence auraient des retombées positives sur ses monnaies), industrielle (la production industrielle des pays A.C.P. est supérieure à celle des Etats-Unis et la plus importante du monde), humaine (des millions d'européens ont une qualification ou un niveau général d'éducation élevé et se trouvent au chômage) et technologique (les entreprises européennes maîtrisent les technologies les plus modernes dans tous les secteurs d'activité industrielle) de concevoir et proposer au continent africain un nouvel ordre mondial. Nous ne doutons pas que ce projet pourrait conduire tous les Etats, qui en accepteraient et respecteraient les règles du jeu, vers un développement harmonieux et au moindre coût.

N.B. : Cette analyse n'engage que son auteur.

CENTRE
D'ÉCONOMIE
RÉGIONALE



NOTES DE RECHERCHE



CENTRE D'ÉCONOMIE RÉGIONALE

Faculté d'Économie Appliquée
3, Avenue R. Schuman - 13090 Aix-en-Provence
Tél. (42) 59.21.87